



XXVIIe université annuelle du Club de l'Horloge

Samedi 8 et dimanche 9 octobre 2011

PRÉSIDENTIELLE 2012 :

POUR QUE LES ÉLECTEURS DE DROITE

NE SOIENT PLUS TROMPÉS

Le vrai bilan de Sarkozy : fausse rupture avec le politiquement correct, vraie rupture avec le modèle français

Communication de Jean-Yves Le Gallou



Le vrai bilan de Sarkozy : fausse rupture avec le politiquement correct, vraie rupture avec le modèle français

L'élection présidentielle, ce n'est pas seulement une élection : c'est d'abord un spectacle, scénarisé, cadencé, feuilletonisé. Au risque évidemment pour l'électeur de passer à côté de l'essentiel.

Et l'essentiel aujourd'hui, c'est le bilan critique. Le bilan critique des vingt-cinq dernières années.

Et, bien sûr, le bilan critique de l'actuel président sortant, Nicolas Sarkozy : 5 ans président, 7 ans ministre, 4 ans député de la majorité ; en tout, 12 ans de pouvoir exécutif, y compris le pouvoir suprême, et 16 ans de pouvoir majoritaire, sans oublier 3 ans de responsabilité à la tête du parti dominant ; ajoutons-y le vote de nombreuses réformes de la Constitution et de deux traités européens majeurs (Maastricht et Lisbonne).

L'état de la France aujourd'hui est largement le fait de Nicolas Sarkozy.

Ce bilan, nous le ferons en quelques chiffres.

Nous ferons aussi en quelques rappels de faits le compte rendu des principaux actes de la présidence Sarkozy.

Et nous établirons que Nicolas Sarkozy n'a pas été le président de la rupture avec le politiquement correct mais le président de la rupture avec le modèle français, ce qui est radicalement différent.

I

Les chiffres de l'abaissement de la France

- Bilan économique : dans le rouge

– La balance du commerce extérieur est en déficit depuis 1999 ; ce déficit a doublé en 5 ans ; il atteindra 75 milliards d'euros en 2011. Les Français consomment 2% de PIB de plus que ce qu'ils produisent. Ce qui conduit la Chine, le Qatar et quelques autres à acquérir de beaux fleurons du patrimoine immobilier national et les actifs de nombreuses entreprises. Ce qui est un processus de colonisation économique.

– La France achète ce qu'elle ne produit plus puisque la mondialisation, voulue par tous les gouvernements successifs, a détruit l'industrie française : en 12 ans l'industrie française a perdu le quart des heures travaillées (source GEAB). C'est 800 à 1.000 emplois industriels qui disparaissent chaque jour ouvrable, de l'ordre de 200.000 par an !

– Le chômage s'élève à 9,7% au deuxième trimestre 2011 selon les normes du Bureau international du travail (BIT) : un chiffre dans la moyenne européenne

mais en hausse depuis 2007 (8% à l'époque). Concrètement, ce sont 2.750.000 personnes sans emploi du tout ; un chiffre qui s'élève à 4,4 millions en prenant les chômeurs partiels et les personnes dispensées de recherche d'emploi. En clair : 10% des actifs français sont au chômage total ; 15% des actifs français sont au chômage total ou partiel ; 20% des actifs français hors secteurs protégés sont au chômage partiel ou total. Près de toutes les familles sont concernées par le phénomène. Ces chiffres sont le résultat mécanique des politiques suivies depuis 25 ans.

– Le déficit du budget de l'Etat est passé, de 2006 à maintenant, de 38 milliards à 96 milliards. En 2012 – selon les prévisions de Bercy – les dépenses ne seront financées qu'à hauteur de 78% par les recettes fiscales (366 milliards de dépenses pour 288 milliards de recettes). Selon la Cour des comptes, ce déficit ne s'explique que pour un tiers par la « crise » : le deuxième tiers a été hérité des gouvernements auxquels a participé M. Sarkozy et le troisième tiers a été créé par l'actuel président à coups de mesures discrétionnaires et souvent clientélistes.

– Dans ces conditions la dette a explosé, passant de 1.150 milliards début 2007 à près de 1.700 milliards aujourd'hui. La note triple A qui permet d'obtenir des taux d'intérêt modérés est menacée.

- Bilan sociétal : dans le noir

– L'intégration de très nombreux immigrés venus notamment du Maghreb et d'Afrique noire fonctionne mal ; l'application du principe de précaution devrait donc conduire à limiter, sinon arrêter, les flux d'entrée. Tel n'est pas le cas. Bien au contraire : en 2010, plus de 200.000 titres de séjour réguliers ont été attribués, ce qui est un record absolu ; d'autant plus que le flux des demandeurs d'asile a repris sa croissance et que le séjour clandestin n'est pas maîtrisé. Résultat : dans un contexte de pénurie budgétaire les dépenses liées à l'immigration sont les seules à connaître une croissance à deux chiffres.

– La lutte contre la délinquance a été un objectif constant de Nicolas Sarkozy comme ministre de l'Intérieur d'abord, président de la République ensuite. Le bilan est contrasté mais, là aussi, sévèrement jugé par la Cour des comptes. Sans entrer dans un débat technique, on analysera simplement le chiffre le plus objectif parce que le moins susceptible de manipulation statistique : celui des violences contre les personnes. Il n'a cessé d'augmenter pour atteindre 467.650 faits recensés d'août 2010 à juillet 2011. En hausse de 8% depuis le début du quinquennat.

– Le désastre scolaire se poursuit, selon l'étude internationale PISA qui évalue les résultats des jeunes de 15 ans. Depuis 2000, la France ne cesse de perdre des places dans le classement international et, de 2006 à 2009, le recul s'est poursuivi : du 19^e au 27^e rang en sciences, du 17^e au 22^e rang en lecture, du 17^e au 22^e rang aussi en mathématiques.

- Sarkozy accompagnateur, acteur et symbole de l'abaissement français

Bien sûr, cet abaissement français a des causes multiples qui dépassent la seule personnalité de Nicolas Sarkozy. Sa responsabilité n'en est pas moins certaine :

- d'abord, parce que c'est le responsable politique français actuel qui a eu le plus de responsabilités majeures au cours des vingt-cinq dernières années ;
- ensuite, parce que ses actes se sont toujours coulés dans le courant dominant, notamment au regard de la mondialisation et du cosmopolitisme ;
- enfin, parce qu'il s'est revendiqué comme « hyper » ou « omni » président et qu'il doit être tenu pour comptable de ses actions : c'est la rançon du césarisme médiatique dans lequel nous vivons.

II

Le mouvement brownien des annonces et des réformes :

En algèbre (+1) (-1) = 0 - mais (+1) (-1) = 2 en arithmétique médiatique

« Faire et défaire, c'est toujours travailler », dit le proverbe.

C'est aussi une maxime sarkozyste.

Sarkozy ministre de l'Intérieur a créé des emplois de policiers et de gendarmes.

Sarkozy président les a supprimés.

Sarkozy président a supprimé des emplois dans la fonction publique d'Etat. Mais il a apporté aux collectivités locales des crédits suffisants pour leur permettre de créer autant d'emplois de fonctionnaires territoriaux que l'Etat a supprimé d'emplois de fonctionnaires nationaux. 150.000 fonctionnaires d'Etat en moins, 150.000 fonctionnaires locaux en plus : c'est toujours autant de charges publiques ! En 2010, les dépenses des communes ont crû de 3% et celle des intercommunalités de 4,5%.

Sarkozy a créé le bouclier fiscal puis il l'a supprimé.

Sarkozy a diminué le taux de l'ISF (2 milliards d'allégement), puis il a créé une taxe spéciale sur les revenus des plus riches (200 millions de prélèvement).

Sarkozy a défiscalisé les heures supplémentaires, puis il les a refiscalisées.

Sarkozy a créé une déduction fiscale pour les intérêts des emprunts immobiliers, puis il l'a supprimée.

Sarkozy a créé une prime à la casse pour les voitures puis il l'a supprimée.

Sarkozy a imposé un « plan de relance » dont il sort par un « plan de rigueur ».

Quand un internaute va sur le site de la présidence de la République et qu'il clique sur le mot « action » il est immédiatement redirigé sur « les déplacements du président de la République ». Comme si l'agitation, c'était l'action. Quel meilleur symbole du « bougisme » ! Quel meilleur aveu que ce que les

communicants appellent « action » n'est rien d'autre que de l'annonce ! Nous sommes dans la République du tournis.

Voir : [La Tyrannie médiatique](#)

- C'est le règne de l'arithmétique médiatique : (+1) (-1) = 2.

Les médias aiment l'immédiat. Et c'est l'immédiat qui nourrit les médias.

En communication, « une information noire plus une information blanche, c'est deux événements, Coco ! »

Pour *Le Figaro* ou TF1, supprimer un impôt c'est « contribuer à la relance économique ». Rétablir le même impôt c'est « aller dans le sens de la rigueur ». En communication, c'est deux nouvelles. En économie cela s'appelle du « *stop and go* ».

Dans la réalité (+1) (-1) = 0

Car, au final, on est revenu au point de départ, avec tout de même des coûts administratifs supplémentaires pour l'Etat et les particuliers ; et un manque de confiance dans des règles collectives de moins en moins stables.

Parcourir le site Internet de la présidence de la République est une expérience étrange : on y trouve un kaléidoscope de mesures clientélistes non mises à jour. Les mesures supprimées continuent d'être promues... même après leur suppression ! Les Français croyaient avoir choisi un président, ils découvrent n'avoir élu qu'un candidat permanent.

III

La fausse rupture : l'absence de rupture avec le politiquement correct

Lors de la campagne présidentielle de 2007, Nicolas Sarkozy, avec l'aide de ses paroliers, avait fait croire aux électeurs qu'il romprait avec le politiquement correct.

Mais il n'y a pas eu de rupture : ni avec l'Etat-providence, ni avec la déséducation et les pédagomanes, ni sur les zones de non-droit. La posture s'est révélée une imposture.

Voir : [La méprise](#)

- L'Etat-providence a été renforcé au cours du septennat :

Le Revenu de solidarité active (RSA) bénéficie à près de 2 millions de personnes au lieu de 1,2 million pour le RMI. Créé par le socialiste Martin Hirsch, le RSA a généré des coûts bureaucratiques importants en même temps qu'une fraude sociale nouvelle. Paradoxalement, le RSA contribue aussi à précariser les emplois, certains employeurs calibrant leurs offres salariales en prenant en compte le complément de revenu public que recevra le travailleur pauvre.

Le nombre des bénéficiaires de la Couverture médicale universelle (CMU) – près de 2 millions – et de la CMU complémentaire – plus de 4 millions – continue d'augmenter ; quant aux bénéficiaires de l'Aide médicale d'Etat (AME), c'est-à-dire les étrangers clandestins, ils sont au nombre de 210.000. La CMU et l'AME sont deux systèmes d'extension au reste du monde de la protection sociale française sur fond, là aussi, de fraude sociale, de fausses cartes vitales et de tourisme médical.

- La déséducation a progressé et les pédagomanes ont renforcé leur dictature

En 1983, Didier Maupas et le Club de l'Horloge ont publié chez Albin Michel *L'École en accusation*, un livre qui diagnostiquait parfaitement les maux de l'école : tronc commun, délire pédagogue et méthode globale d'apprentissage de la lecture.

1983 : la date est doublement à retenir :

– parce que les maux étaient manifestement antérieurs à l'accession des socialistes au pouvoir présidentiel et que déjà la responsabilité de gouvernements dits « de droite » était en cause ;

– mais aussi parce que, 30 ans après et 100 livres alarmistes plus tard, la situation n'a pas changé, sinon pour s'aggraver, chaque réforme contribuant à dégrader un peu plus le système éducatif.

De ce point de vue, le bilan de la présidence Sarkozy est – je pèse mes mots – catastrophique : alors que la réforme de Robien avait porté un coup décisif aux méthodes globales ou semi-globales d'apprentissage de la lecture, la présidence Sarkozy leur a redonné la prééminence. L'appauvrissement des contenus scolaires s'est poursuivi. La réforme du lycée reste inspirée par le pédagogisme. En sciences de la vie, la théorie du genre est imposée, à l'opposé précisément de toute démarche scientifique. Et l'histoire de France disparaît encore davantage des programmes. Non seulement la situation de l'éducation nationale est dégradée mais cette dégradation s'amplifie encore.

Voir : « [Bas les masques - De la désinformation sur l'école](#) » de [Claude Meunier-Berthelot](#)

- Immigration et zones de non-droit progressent

Inutile d'insister sur ce point : il se vérifie tous les jours.

Dans un budget réputé de « rigueur », certains crédits sont même sanctuarisés (l'hébergement des demandeurs d'asile) ou connaissent des progressions à deux chiffres (l'accueil des immigrés) : ce sont précisément ceux qui concernent l'immigration.

Et les associations immigrationnistes – SOS-Racisme, LICRA, CIMADE, GISTI – continuent de vivre grand train sur fonds publics.

Voir : [Election de Nicolas Sarkozy : retour à la case 1986 ou vraie « rupture » ? \(édito 05/07\)](#)

IV

La vraie rupture : la profonde rupture avec le modèle français

Voir : [Sarkozy : deux ans de rupture avec le modèle français](#)

« Nous sommes dans un moment de basculement politique et économique. Il faut changer de logiciel et poursuivre la rupture commencée en 2007 », a déclaré Pierre Lellouche, ministre du Commerce extérieur (l'homme au déficit record), le 1^{er} septembre 2011. Mais cette rupture ici évoquée, ce n'est pas une rupture avec le Système, c'est une rupture avec l'exception française.

- Rupture avec l'esprit des institutions

D'inspiration monarchique, les institutions de la V^e République visaient à donner de la hauteur et de la distance au président de la République en charge de l'essentiel. Après cinq ans d'omniprésence médiatique et de vulgarité d'expression, que reste-t-il de majesté, sinon de sacré, à la fonction ?

- Rupture avec l'élitisme républicain

La France a construit son appareil d'Etat, et une large partie de sa puissance industrielle (aéronautique, espace, nucléaire, pétrole, télécoms, génie civil et services) à partir des grands corps d'ingénieurs et des grandes écoles. Le principe en était la sélection au mérite par les capacités et par l'effort. La mise en œuvre de la « discrimination positive » change ces règles et fait de l'origine (ethnique, religieuse, sexuelle) et de la faveur les nouveaux critères de sélection des élites.

- Rupture avec la laïcité

La nouvelle politique religieuse du gouvernement repose sur un oxymore : le concept de « laïcité positive ». Or la laïcité, c'est la séparation de l'Eglise et de l'Etat et la neutralité de l'Etat vis-à-vis des religions. En pratique, la laïcité a longtemps été un moyen de lutte contre le catholicisme, religion dominante. La « laïcité positive » vise, elle, à reconnaître, encourager et donner des moyens financiers aux religions minoritaires (principalement l'islam). Il s'agit de faciliter la construction de mosquées et de centres culturels islamiques et de donner un statut juridique à différentes pratiques musulmanes parfaitement étrangères à l'identité française.

- Rupture avec la conception traditionnelle de la famille

Cellule de base de la société, point d'ancrage dans la crise, la conception traditionnelle de la famille subit de nombreuses atteintes. Certes, toutes ne sont pas nouvelles mais la présidence Sarkozy accélère le mouvement :

- mise sur un pied de quasi-égalité du Pacs et du mariage ;
- tentative d'imposer à l'opinion publique le terme et la notion d' « homoparentalité » ;
- enseignement idéologique de la théorie du genre à l'école.

- Rupture avec la culture française

Dans le mode de sélection des élites françaises comme dans la formation scolaire traditionnelle, la connaissance des humanités et la maîtrise de la langue française ont toujours été jugées essentielles. La langue française est d'ailleurs considérée comme un élément important de notre identité en même temps qu'un facteur du rayonnement français dans le monde. Là aussi, Nicolas Sarkozy a choisi la rupture :

- en brocardant et en réduisant la place accordée à la culture générale, notamment dans les concours administratifs (alors même que beaucoup d'entreprises découvrent l'importance de la maîtrise de la langue française par leurs employés et leurs cadres) ;
- en se moquant de la lecture de *La Princesse de Clèves* ;
- en maltraitant, délibérément ou non, la langue française dans ses discours ;
- en se désintéressant du rayonnement du français dans le monde.

- Rupture avec l'art de vivre français

L'art de vivre français, c'est un ensemble d'attitudes et de comportements : ce sont des règles de convivialité ; ce sont des hauts lieux et des paysages qu'on respecte et qu'on protège ; ce sont des traditions gastronomiques ; c'est aussi le refus de voir l'argent et la consommation envahir toute la vie. Là aussi, dans la foulée du Rapport Attali, les ruptures sont nombreuses :

- la mise en cause du repos dominical qui structure la vie sociale et communautaire ;
- le goût ostentatoire de l'argent et du « bling-bling » ;
- le désintérêt vis-à-vis du terroir français et de ses produits (vins, fromages) ;
- la marchandisation du patrimoine ;
- la volonté de remettre en cause les règles d'urbanisme, protectrices de la beauté des sites et des paysages.

- Rupture avec l'Etat régalien

Conduite depuis 5 ans la Revue générale des politiques publiques (RGPP) a produit 7 milliards d'économies (pour un déficit qui reste de 100 milliards...). Mais ces économies ont principalement porté sur l'Etat régalien : les services des préfectures et de l'Etat dans les départements, la diplomatie, le patrimoine, les services de police et de gendarmerie, l'armée.

Voir : « [Modernisation](#) » de l'Etat : rupture ou révolution culturelle à la chinoise ?

Voir aussi : [La modernisation de l'Etat : rupture ou illusion financière ? \(« La Polémia » du 29/09/2009\)](#)

- Rupture avec la politique d'indépendance nationale

Il y a, dans les gènes de la V^e République comme du gaullisme, la politique d'indépendance nationale : une démarche fondée sur la conviction que les intérêts de la France et de l'Europe continentale sont distincts, sinon opposés, de ceux des puissances anglo-saxonnes. Dans ce domaine les ruptures se sont multipliées :

- la rentrée de la France dans le commandement unifié de l'OTAN ;
- la fermeture programmée de bases françaises en Afrique ;
- l'installation d'une base d'appui à l'Amérique à Abou Dhabi ;
- la remise en cause des liens traditionnels avec le Québec ;
- l'aventurisme militaire en Afghanistan et en Libye, le tout sous commandement américain.

Une rupture à contretemps

La rupture sarkozyste s'est faite au nom d'une illusoire modernisation. Il s'agit d'anglo-saxonner la France (en décalquant les modèles américain et britannique) et de l'orientaliser (sur le modèle de Dubaï).

Mais le calendrier n'est pas galant homme : pourquoi donc copier des modèles étrangers au moment même où ils s'enfoncent dans la crise ? ...et enfoncent le monde dans la crise ?

La démarche présidentielle sur « la France d'après » n'est pas seulement condamnable au regard de l'identité française, elle a un côté pathétique ; car elle n'est pas seulement aliénante : elle est, en plus, anachronique.

Il faut néanmoins mesurer l'étendue des dégâts : de 1965 (sortie de la France du commandement intégré de l'OTAN) jusqu'à 2003 (refus de s'associer à la guerre d'Irak), la France avait su s'assurer et maintenir une place particulière sur la scène internationale : elle bénéficiait d'un rayonnement et d'un capital de sympathie important dans le monde. En s'alignant sur la politique américano-israélienne, Sarkozy a dilapidé un demi-siècle d'acquis diplomatique de la France. Au pire moment !

Le vrai bilan : l'assujettissement de la France et des Français

Affirmer que Sarkozy s'est contenté de faire de l'agitation médiatique serait injuste.

Avec le recul il est possible de discerner deux évolutions majeures au cours de son quinquennat :

- le recul du pouvoir du peuple ;
- une soumission croissante aux instances internationales.

- Le pouvoir retiré au peuple : le déni de démocratie

L'acte fondateur du quinquennat a été la ratification par le Parlement du Traité de Lisbonne ; simple copie (et non « mini-traité », comme l'affirme la novlangue UMP) du projet de constitution européenne ; projet rejeté par référendum par le peuple français en 2005.

C'est évidemment un déni de démocratie.

Tout comme l'a été la révision constitutionnelle de juillet 2008 :

- révision qui crée un faux semblant de démocratie directe puisqu'il faut 20% des parlementaires et 10% des électeurs pour envisager un référendum d'initiative mi-parlementaire mi-populaire ;
- mais surtout révision qui rend possible l'adhésion à l'Union européenne d'un nouvel Etat (la Turquie, par exemple) sans consultation référendaire du peuple ;
- et révision qui étend les pouvoirs législatifs du Conseil constitutionnel avec la création de la Question préalable de constitutionnalité (QPC), nouvelle avancée du gouvernement des juges, puisque le contrôle de constitutionnalité n'est rien d'autre que l'interprétation de textes généraux selon les canons du politiquement correct

- Le pouvoir donné aux institutions internationales : le déni de souveraineté

Le Traité de Lisbonne a débouché sur de nouveaux transferts de souveraineté.

La réintégration dans le commandement militaire de l'OTAN a officialisé la subordination militaire de la France à l'état-major américain.

Conclusions : se méfier des joueurs de flûte...

En campagne électorale il y a deux sortes de promesses :

- celles qui sont faites aux puissants, à ceux qui accordent les moyens financiers et un accès complaisant dans les médias ;
- celles qui sont faites, notamment à travers les médias, aux électeurs.

Globalement les promesses faites avant 2007 par Nicolas Sarkozy aux grands oligarques français et internationaux ont été tenues : la politique étrangère a été alignée sur l'axe américano-israélien, la finance mondiale a été ménagée et les hyper-riches protégés. Pour la superclasse mondiale (SCM), le bilan du quinquennat, malgré la crise, a été globalement positif.

En revanche, le compte n'y est pas pour les électeurs français : ni du point de vue de l'identité nationale, ni du point de vue de la sécurité, ni du point de vue du pouvoir d'achat des classes moyennes et populaires.

Mais il faut ici souligner un paradoxe qui explique les succès à répétition de la fausse alternance PS/UMP : les meilleures promesses aux électeurs sont celles qu'on ne tient pas ! En effet, les promesses non tenues peuvent être resservies... à l'élection suivante. Ce qui est fait avec succès depuis 25 ans par le PS et l'UMP.

Aux électeurs d'être vigilants et de ne pas se laisser mener par les joueurs de flûte. Les « projets », les « programmes », les « annonces » ne sont que du papier tue-mouches. Il ne faut pas boire les paroles des candidats mais s'interroger sur leur bilan. Et le pourquoi de leur bilan.

Ce n'est qu'au prix de cet effort de lucidité que les électeurs ne seront plus trompés.

Chat échaudé devrait craindre l'eau froide !

Jean-Yves Le Gallou

Polémia.com